

...dollars. Elle ne peut donc compter sur son ancien modèle économique qui consiste à miser sur l'exportation de produits meilleur marché. Cette stratégie a permis un formidable essor depuis une dizaine d'années, et d'avance encore depuis son entrée à l'OMC en 2001, tout en damant le nez de plusieurs de ses concurrents directs du bloc des pays émergents, comme le Mexique et le Brésil.

**Comment le «made in China» va-t-il conquérir le marché? Si elle n'est plus la reine du monde, qui va remplacer les jouets et T-shirts? La production de jouets est évidemment appelée à se déplacer, et probablement très probablement. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit d'un marché qui connaît une très forte croissance, qu'il s'engage à doubler en accord avec l'ONU, passant sous la barre des 2 milliards de dollars par femme d'ici à 2050. C'est une bonne chose, car ce ré-**

## La Suisse (un peu) protégée par l'accord de libre-échange avec la Chine

► Lorsque le yuan a des soubresauts, les regards se tournent d'abord vers l'horlogerie. «Celui-ci a été directement impacté par la dévaluation de la monnaie chinoise», observe John Plassard, directeur adjoint chez Mirabaud Securities. Richemont et Swatch Group ont souffert énormément. Avec quelques nuances selon le segment de prix, corrige le directeur de la section genevoise de la Chambre de commerce Chine-Suisse, Blaise Godet: «L'entrée et le milieu de gamme vont souffrir, mais, d'un autre côté, beaucoup de marques achètent une partie des composants à des fabricants chinois, et dans ce cas la baisse du yuan leur est favorable. Il faut toujours peser le pour et le contre.» Le cas particulier du

luxe ne doit pas occulter les autres secteurs de l'économie qui peuvent être touchés: «Les machines-outils sont toujours sensibles aux mouvements conjoncturels, d'autant que les acheteurs, chinois ou autres, peuvent trouver de très bons produits, moins chers, en Italie ou en Allemagne.»

La Suisse exporte également de la pharma, du chimique (fertilisants, fongicides, désherbants), de l'alimentaire, pour un total d'exportations vers la Chine de quelque 18 milliards de francs, soit 5% du total des exportations. Un pourcentage relativement modeste, que l'accord de libre-échange conclu entre Berne et Pékin, entré en vigueur le 1er juillet 2014, a pour but d'augmenter. Un accord uni-

que en Europe, qui place la Suisse dans une position particulière, et lui évite, en partie du moins, d'être trop exposée aux aléas monétaires et boursiers que traverse la Chine. «Ceux-ci sont réels, avertit John Plassard, et ce serait une grave erreur d'oublier que la fluctuation des monnaies va peser lourdement à l'avenir sur les exportations suisses.» Néanmoins l'accord est-il porteur de promesses, estime Blaise Godet: «En deux ans, l'accord passé entre la Chine et la Nouvelle-Zélande a doublé les échanges entre les deux pays. Certes, la Suisse part d'un socle plus élevé, et l'économie néozélandaise est davantage axée sur les matières premières et les produits agricoles transformés, tandis que la nôtre,

basée sur des produits à valeur ajoutée et les services, est plus complexe. Mais les perspectives sont bonnes.» La Suisse tire aussi bénéfice dans l'autre sens, souligne pour sa part Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève: «Les entreprises chinoises s'implantent en Suisse, ce qui constitue pour elles une tête de pont vers le marché européen. Il y a trois mois, Tasly Holding Group, l'une des trois principales pharmas chinoises, a choisi Genève, et ce dans un contexte de concurrence aiguë, surtout avec le franc fort.» Autre signe positif: les vols d'Air China à destination de Genève n'ont pas désempli de l'été, ce qui confirme l'attractivité de la Suisse.

Attention cependant à ne pas sous-estimer les effets du changement de politique économique voulu par le gouvernement de Xi Jinping, tempère John Plassard: «Il est déterminé à favoriser la consommation interne et à dissuader les Chinois à venir acheter à l'étranger. De plus, la manœuvre consistera aussi à baisser les marges des entreprises exportatrices étrangères, dont celles de la Suisse.» Il salue par contre un effet positif à long terme de cet accord de libre-échange, qui redonne un peu à la Suisse son rôle d'intermédiaire, ici entre la Chine et l'UE, jadis, au temps de la guerre froide et du secret bancaire, entre les deux blocs, sur les plans politique et économique.